

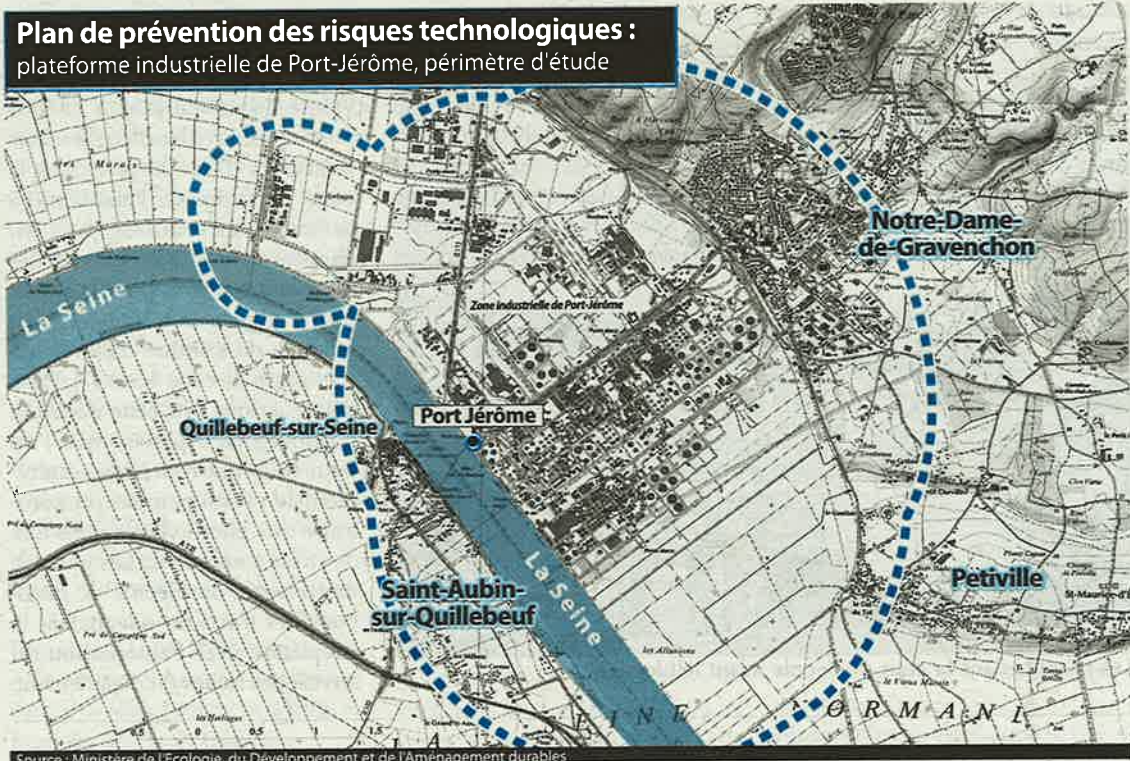
Une évolution sociétale

L'enquête publique sur le futur plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la zone industrielle de Port-Jérôme court jusqu'au 21 mai. Et c'est dans ce cadre que le président de la commission d'enquête, Jean-Luc Lainé, organisait lundi soir à Notre-Dame-de-Gravenchon une réunion publique pour expliquer à la population les grandes lignes de ce plan. Une réunion malheureusement assez peu suivie, si ce n'est par les élus locaux et les représentants des industriels venus en nombre. Pierre Ory, sous-préfet de l'arrondissement du Havre, qui était présent ainsi que son collègue sous-préfet de Bernay Thomas Berthe, recadrerait la genèse des PPRT en France. C'est après la catastrophe d'AZF, à Toulouse, en 2001, qu'a été votée la loi « Risques » en 2003 afin de gérer les territoires autour des sites classés Seveso.

SIX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS SEVESO

Cette gestion passe par des mesures sur l'urbanisme, notamment l'urbanisation future en interdisant de construction les zones les plus exposées ou en autorisant la construction sous conditions, les mesures de renforcement du bâti dans les zones déjà construites, en imposant ou recommandant par exemple la pose de vitrages renforcés à 35 ou 50 mbars ou la création d'un local de confinement, ou encore des mesures foncières pouvant aller jusqu'à l'expropriation pour des établissements recevant du public, comme c'est le cas pour le garage Dutot situé près de la cale du bac de Quillebeuf. En amont, les industriels ont été conviés à renforcer la sécurité

Plan de prévention des risques technologiques : plateforme industrielle de Port-Jérôme, périmètre d'étude



Source : Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables

de leurs installations. Pour Port-Jérôme, il s'agit de six établissements classés Seveso : Exxon-Mobil, Exxon pétrochimie, Primagaz, Lanxess-Elastomer, BENP et Cabot-Carbone.

LES COMMUNES IMPACTÉES

Six communes autour de Port-Jérôme sont concernées par le PPRT : en premier lieu **Notre-Dame de Gravenchon** pour environ la moitié de son territoire, **Petiville**, **Lillebonne** dans une moindre mesure, **Saint-Jean-de-Folleville**, **Quillebeuf-sur-Seine** et **Saint-Aubin-sur-Quillebeuf**. Le PPRT prévoit sept zones graduant les risques : grise, pour le périmètre direct des établissements classés Seveso, rouge foncé, délimitant une interdiction renforcée de construction, rouge clair, permettant de sim-

ples aménagements industriels, bleu foncé, autorisant des constructions sous conditions, bleu clair, autorisant des constructions sous conditions moins drastiques, vert clair, autorisant des constructions sous conditions et vert foncé, autorisant les constructions sous recommandations. Les notions de « recommandation » et d'« obligation » sont importantes, puisqu'elles génèrent des démarches différentes pour les particuliers. A Gravenchon, il est recommandé pour les habitants de toutes les zones d'installer des vitrages renforcés sur le foncier déjà bâti. A Quillebeuf et Saint-Aubin, pour le bâti futur, comme à Gravenchon, il sera obligatoire de l'équiper en vitrage et châssis renforcés.

UN CAS EXTRÊME

D'autre part, le PPRT prévoit également des interdictions de circulation soit définitif, pour le

trafic en transit, soit temporaire en cas d'accident industriel sur la RD 110. L'ultime mesure qui peut-être prise dans le cadre d'un PPRT est l'expropriation. C'est le cas du garage Dutot, situé sur la zone de Port-Jérôme. Ses propriétaires étaient présents lundi soir et ont fait entendre leurs griefs. « *Le coût de cette expropriation, votre indemnisation, sera calculé sur la base d'une estimation que vous pourrez contester devant un juge*, expliquait Pierre Ory. *Ce qui vous arrive est très lourd, mais je ne voudrais pas donner le sentiment que vous faites face à une machine administrative insensible. C'est la conséquence d'une société qui veut éviter au maximum les risques à ses concitoyens* ».

FRANK DUBOC
f.duboc@presse-normande.com
Les débats et les travaux de la commission d'enquête publique sur le PPRT de Port-Jérôme sur www.spinfos.fr

Des récriminations

Il n'y a pas de monde parfait. Et le PPRT fait l'objet de critiques des industriels et des politiques locaux. À commencer par celles de Daniel Menard, représentant le plus gros industriel de la zone, Exxon. Surpris de découvrir lundi soir une carte des zones à risques beaucoup plus drastique que celle qu'il avait pu voir lors d'une réunion avec la Dreal et la DDTM en octobre dernier. « *On ne comprend pas que vous remettiez en cause nos discussions de l'époque et, pour nous, il s'agit d'un point de blocage fort. C'est un écart important et grave.* »

Le représentant de l'entreprise Air Liquide abondait en remarquant que, suivant les régions, les zones grises étaient définies différemment. Recadrage de Pierre Ory : « *Concertation n'est pas coproduction. C'est la responsabilité de l'État d'assumer la rédaction du règlement. Nous ne sommes pas porteurs des mêmes valeurs ni des mêmes enjeux : les vôtres sont industriels, ceux de l'État sont la protection de la population* ».

« Des installations restent possibles »

Jean-Claude Weiss, président de la CVS, s'élevait lui aussi contre

le plan : « *L'outil industriel français fout le camp. Il est de plus en plus difficile aux industriels de s'installer en France et je crains pour l'emploi. Pour Port-Jérôme III, j'avais une zone de 250 hectares disponibles il y a quelques années. Avec le PPRT, elle est réduite à 130 hectares. Peut-on libéraliser au maximum les installations nouvelles sur nos sites ? Accueillir de nouvelles usines type Seveso ? Je suis très inquiet et je ne pense pas que le site de Port-Jérôme mérite que l'on s'acharne ainsi sur lui* ». À quoi le représentant de la DREAL affirmait qu'on « *avait été aussi libéral que l'on pouvait sur*

Port-Jérôme et que des installations restent possibles ». Pierre Ory, pour sa part, demandait au président de la commission que les remarques des industriels et des élus soient enregistrées. « *Nous sommes encore en période d'enquête publique.* » Quatre cents PPRT sont mis en œuvre en France. Deux tiers d'entre eux ont déjà été approuvés. Le dernier tiers représentant les zones les plus complexes. Celui du Havre en fait également partie, avec 16 établissements classés Seveso. Le PPRT de Port-Jérôme a été lancé par arrêté préfectoral en mai 2009.